

D'autres difficultés appellent des décisions politiques. Tout le monde convient que la lutte antipollution est une cause valable. Toutefois, où doit-elle se ranger dans l'ordre des priorités par rapport à d'autres services gouvernementaux comme l'éducation et la santé?

Nombreux sont ceux qui affirment que les responsables de la pollution doivent en faire les frais. La question est de savoir qui pollue: le fabricant ou le consommateur?

Néanmoins, je m'attacherai aujourd'hui à exposer surtout les difficultés d'ordre international.

L'atmosphère constitue une richesse internationale qui échappe à la compétence des législations nationales. Comment la protéger?

Qui pourra rallier les États souverains et les convaincre de se mettre à l'oeuvre?

Les mesures de contrôle de la pollution ont des répercussions importantes sur le commerce international. Les pays sont aujourd'hui sur la défensive. Ils craignent que d'autres exemptent des restrictions certains centres de production afin de s'assurer des prix plus avantageux sur les marchés mondiaux.

Comment un pays peut-il se permettre de dépolluer ses industries si ses concurrents n'imposent pas de semblables restrictions?

Les pays en voie de développement ont des raisons particulières de s'alarmer. D'une part, ils redoutent que les pays industrialisés utilisent leur position de donateurs en matière d'aide au développement pour les forcer à adopter des normes de qualité du milieu plus sévères que ne le prescrivent en réalité leurs propres priorités ou leurs environnements particuliers. Une telle politique aurait pour effet de soustraire des fonds destinés au développement et d'augmenter le prix des produits